



Conférence des partenaires pour le financement du PNDES : Discours d'ouverture de SEM Roch Marc Christian KABORE, Président du Burkina Faso

mercredi 7 décembre 2016, par Burkinapmepmi.com

- Monsieur le Secrétaire d'Etat chargé du Commerce extérieur, de la promotion du tourisme et des Français de l'étranger,
- Mesdames et Messieurs les Ministres
- Monsieur le Vice-Président de la Banque Mondiale
- Monsieur le Commissaire Européen, Représentant la Commission Européenne
- Madame la Représentante adjointe pour l'Afrique du Programme des Nations Unies pour le Développement
- Madame la Secrétaire générale de la Francophonie
- Monsieur le Président de la Banque islamique de Développement
- Monsieur le Directeur général de l'AFD
- Monsieur le Représentant de la Banque Africaine de Développement
- Excellences, Mesdames et Messieurs les Ambassadeurs et Représentants des pays amis, des Institutions et Agences de financement du développement
- Mesdames et Messieurs les Représentants des Institutions Sous régionales et régionales
- Mesdames et Messieurs les Représentants des investisseurs privés nationaux et internationaux, des Organisations Non Gouvernementales
- Honorables et Distingués Invités
- Mesdames et Messieurs

Permettez-moi, à l'entame de mon propos, d'exprimer toute ma gratitude et mes sincères remerciements à tous ici présents pour l'honneur que vous faites à mon pays, le Burkina Faso, en acceptant l'invitation du Gouvernement à participer à cette conférence des partenaires pour le financement de son Plan National de Développement Economique et Social (PNDES). Je vous souhaite la cordiale bienvenue.

Votre mobilisation témoigne de l'engagement de la communauté des partenaires du Burkina Faso à soutenir constamment les efforts que déploie le Gouvernement pour assurer un mieux-être aux populations burkinabè. Merci pour votre participation effective, signe de votre intérêt pour le développement de mon pays.

J'adresse tout naturellement mes remerciements au Gouvernement de la République française, pays hôte de notre conférence. La France est pour nous un partenaire historique et un pays ami.

- Honorables et Distingués Invités
- Mesdames et Messieurs

Durant le processus de préparation de la présente conférence, nous avons bénéficié de l'accompagnement soutenu de certains de nos partenaires auxquels il me plaît de témoigner notre reconnaissance. Il s'agit notamment de la Banque mondiale, assurant le rôle de chef de file des partenaires, du PNUD et de l'Union européenne.

Je salue les organisations de coopération et d'intégration sous régionale et régionale dont le Burkina Faso est membre, pour leurs appuis permanents à nos politiques de développement.

Que tous les partenaires techniques et financiers, publics et privés qui, par leurs conseils avisés ont rendu cette rencontre possible, trouvent ici l'expression de notre profonde gratitude.

Je ne saurais continuer mon propos sans mentionner le soutien sans faille de la communauté internationale à mon pays durant les heures sombres de son histoire récente. Il a permis d'éviter le pire, de sauvegarder la démocratie et d'organiser le retour à une vie constitutionnelle normale.

C'est ce qui nous permet aujourd'hui de nous retrouver ici à Paris, en toute quiétude.

- Honorables et Distingués Invités

- Mesdames et Messieurs

Le Burkina Faso, attaché à la liberté, à la démocratie, a été la cible de différentes tentatives de déstabilisation liées au terrorisme. Nous restons confiants et savons pouvoir compter sur vos appuis constants pour nous permettre d'aller de l'avant. Je rends ici encore un hommage mérité au peuple burkinabè et à nos Forces de Défense et de Sécurité qui ont su faire face à toutes ces attaques, pour préserver la démocratie et l'intégrité du territoire au péril de leur vie.

Les élections présidentielle et législatives du 29 novembre 2015 ont consacré le retour de l'Etat de droit dans mon pays. Le Peuple burkinabè, épris de paix, de tolérance, de justice et de solidarité est engagé dans le dialogue pour un mieux vivre ensemble.

Dans ce sens, le Gouvernement a placé la question de la justice et de la réconciliation nationale au centre de ses priorités.

Dès son installation, il a pris des mesures fortes en faveur de la justice, préalable à une véritable réconciliation nationale. La mise en place du Haut Conseil pour la Réconciliation et l'Unité Nationale, qui a pour mission de traiter les dossiers relatifs aux crimes économiques, politiques et de sang déjà prescrits, participe de la recherche de la paix et de la cohésion sociale.

Il vous plaira également de noter que j'ai installé une commission constitutionnelle représentative de toutes les sensibilités qui œuvre à l'élaboration d'une nouvelle constitution visant à renforcer le processus démocratique et à opérer le passage à la Vème République.

Le succès de ce processus est cependant tributaire des enjeux sécuritaires. La lutte contre l'insécurité, liée aux actions terroristes dans notre sous-région, est donc vitale pour mon pays.

Je saisis l'opportunité que m'offre cette tribune pour exprimer la reconnaissance de mon peuple à nos partenaires dans ce combat de longue haleine.

L'accélération des efforts de redressement économique du Burkina Faso apportera une contribution décisive à la paix et à la stabilité de toute la sous-région.

Je lance un appel solennel à tous nos partenaires pour qu'ils renforcent leur appui afin de sauvegarder la paix et la démocratie et assurer la mise en œuvre réussie du Plan National de Développement Economique et Social.

- Excellences Mesdames et Messieurs les Représentants des Pays amis, des Institutions et Agences de financement du développement

- Honorables et Distingués Invités

- Mesdames et Messieurs

Cette conférence se déroule dans un contexte mondial marqué par la persistance d'obstacles majeurs préjudiciables aux économies de nombreux pays, en particulier celles des pays en développement. Entre autres obstacles, je peux citer le changement climatique, la forte volatilité des prix des matières premières.



En dépit de la conjoncture internationale et sous régionale difficile, de la vulnérabilité du Burkina Faso face aux chocs exogènes, au cours de la période de mise en œuvre de la stratégie de croissance accélérée et de développement durable, mon pays a enregistré un taux de croissance annuel moyen du produit intérieur brut (PIB) réel de 5,5% entre 2011 et 2015. Malgré ce taux de croissance, les conditions de vie des populations n'ont pas connu l'amélioration souhaitée.

C'est dans ce contexte national, marqué par une forte demande sociale alliée à un fort déficit démocratique, que sont intervenues l'insurrection populaire des 30 et 31 octobre 2014 et la tentative de coup d'Etat du 16 septembre 2015. Ces événements ont révélé les exigences du peuple burkinabè en termes de démocratie, de liberté, de justice et d'amélioration de ses conditions de vie.

En effet, la chute de l'ancien régime, suivie de la mise en place d'un Gouvernement de transition a abouti, en dépit de la tentative d'arrêt de ce processus, à l'organisation d'élections couplées, présidentielle et législatives, le 29 novembre 2015, et municipales le 22 mai 2016 dont les populations attendent des dividendes. A cet égard, nous sommes conscients de l'urgence d'une meilleure redistribution des fruits de la croissance économique afin de satisfaire les attentes de notre Peuple.

Honorables et Distingués Invités Mesdames et Messieurs

Fort du partenariat solide conclu avec la communauté internationale, et à travers une démarche participative incluant tous les acteurs du développement (Etat, Collectivités territoriales, société civile, secteur privé, Partenaires techniques et financiers), le Gouvernement a élaboré sa nouvelle stratégie de développement à savoir le Plan National de Développement Economique et Social (PNDES) qui tire son essence de mon programme quinquennal, et prend en compte la vision prospective « Burkina 2025 ».

Ce plan qui est en phase avec les Objectifs de Développement Durable (ODD) ambitionne de « transformer structurellement l'économie burkinabè, pour une croissance forte, durable, résiliente, inclusive, créatrice d'emplois décents pour tous et induisant l'amélioration du bien-être social ».

Le PNDES prend en compte les diagnostics des différents secteurs de notre économie et de notre société et s'articule autour des trois axes suivants :

1. La réforme des institutions et la modernisation de l'administration ;
2. Le développement du capital humain, incluant la santé et l'éducation ;
3. La dynamisation des secteurs porteurs pour l'économie et l'emploi.

Cette option volontariste requiert une plus forte diversification et une meilleure maîtrise des facteurs de croissance pour corriger les faiblesses structurelles de notre économie et pour tenir compte des nouveaux défis de développement.

C'est pourquoi nous devons absolument réussir les performances suivantes :

- Assurer une croissance annuelle forte de l'ordre de 8% ;
- Réduire l'incidence de la pauvreté de 40% à 35% d'ici 2020 ;

- Fonder nos priorités de développement sur les réponses à donner aux nombreuses aspirations des Burkinabè ;
- Relever le défi du changement climatique par la mise en œuvre de politiques d'adaptation appropriées, notamment l'adoption résolue des énergies renouvelables ;
- Promouvoir un environnement politique à même de garantir la stabilité des institutions républicaines ;
- Assurer la bonne gouvernance ;
- Réformer les procédures des marchés publics ;
- Renforcer les partenariats Public/Privé et les pôles de développement ;
- Renforcer le dispositif sécuritaire indispensable à tout processus de développement.



D'ores et déjà, pour faire face aux nombreuses préoccupations de nos populations, le Gouvernement a engagé un certain nombre de réformes structurelles, dont je souhaiterais souligner deux dimensions essentielles : l'amélioration de l'environnement des affaires et l'assainissement des finances publiques.

Le Gouvernement du Burkina Faso a placé l'amélioration de l'environnement des affaires au cœur de sa politique de développement dans le but de créer un environnement propice aux investissements privés.

C'est pourquoi, dès son installation, une cellule de coordination pilotée directement par le premier ministre a été mise en place en vue de suivre la matrice des activités de Doing Business, et d'engager des réformes vigoureuses afin d'améliorer à très court terme notre classement. Il s'agit de définir un cadre réglementaire, administratif, simplifié et transparent.

Ainsi, les réformes engagées comprennent notamment :

- L'adoption d'un nouveau code des investissements plus attractif ;
- La relecture de la réglementation générale des marchés publics et des délégations de service public pour la rendre conforme aux meilleurs standards internationaux ;
- L'amélioration des procédures relatives à la création d'entreprises ;
- L'indépendance de la justice à travers la séparation des pouvoirs.

Mesurant l'ampleur des nombreux défis qui l'attendent, le Gouvernement a pris un certain nombre de mesures pour mobiliser les ressources nécessaires au redressement de l'économie.

Au rang de celles-ci figurent en bonne place :

- la rationalisation des dépenses publiques
- l'élargissement de l'assiette fiscale pour accroître les recettes intérieures
- le renforcement institutionnel de l'Autorité supérieure de Contrôle d'Etat et de lutte contre la Corruption (ASCE-LC).

Honorables et Distingués Invités Mesdames et Messieurs

Le coût de la mise en œuvre du Plan national de développement économique et social (PNDES) est estimé à 15 395,4 milliards de Francs CFA. Pour son financement, le Burkina Faso compte d'abord sur ses

propres ressources à hauteur de 9 825,2 milliards de FCFA, soit 63,8% du coût total du plan. Il se dégage un écart de financement de 5 570,2 milliards de FCFA, soit 36,2%.

Pour couvrir ce besoin de financement, le Gouvernement burkinabè compte sur les contributions des partenaires techniques et financiers, les investisseurs privés nationaux et étrangers et le recours aux marchés financiers.



En vous conviant à cette conférence, mon pays nourrit l'ambition de faire reculer la pauvreté des populations à travers la mise en œuvre du PNDES dont les objectifs sont en conformité avec les principes d'efficacité de l'aide définis ici à Paris.

La présente conférence constitue un cadre idéal pour échanger sur la vision et les orientations stratégiques, ainsi que les engagements réciproques et le mécanisme de suivi nécessaires à la mise en œuvre réussie de ce Plan sur la période 2016-2020.

Nous espérons obtenir de la part de nos différents partenaires, des engagements supplémentaires à la hauteur de nos attentes pour boucler le financement global attendu.

Distinguées personnalités

Mesdames et Messieurs

Je voudrais, à ce stade de mon propos, souligner avec force que nos attentes vis-à-vis de nos partenaires vont au-delà de la seule question de l'aide publique au développement.

Elles englobent également le partenariat avec le secteur privé, qui est appelé à jouer un rôle déterminant pour atteindre le niveau de croissance recherché. C'est dans cette perspective que des mesures structurelles et des actions incitatives ont été prises pour améliorer l'environnement des affaires, et que la deuxième partie de notre conférence sera consacrée demain à un forum des investisseurs privés. Ils seront sollicités pour des financements au bénéfice des secteurs porteurs de croissance, qui sont notamment les transports, l'agro-business, l'énergie, les mines, et les TIC.

Je formule le vœu ardent que cette concertation soit une fois de plus l'occasion de conjuguer nos efforts pour mobiliser les ressources nécessaires à la réalisation de nos ambitions partagées afin d'assurer le bien-être des populations burkinabè.

Mes concitoyens, que j'ai eu souvent le plaisir de rencontrer lors de mes sorties sur le terrain, attendent beaucoup des résultats de cette conférence. J'espère que les résultats et nos engagements mutuels seront à la hauteur de leurs attentes.

En souhaitant plein succès à nos travaux, j'ai l'intime conviction qu'au sortir de cette conférence, le Burkina Faso sera en mesure de disposer des ressources complémentaires nécessaires à la mise en œuvre de son plan de développement 2016-2020.

Sur ce, je déclare ouverte la Conférence des partenaires du Burkina Faso pour le financement du PNDES.

Je vous remercie de votre aimable attention.

Paris, le 07 décembre 2016

Discours d'ouverture

SEM Roch Marc Christian KABORE,

Président du Burkina Faso

Paris, le 07 décembre 2016